



Taxer les profits : en 1933, les banquiers disaient que Roosevelt était fou

Au vu des critiques qui s'abattent sur le programme économique du Nouveau Front populaire, comment ne pas repenser à la violence qu'affronte Roosevelt quand il arrive au pouvoir en 1933 ? Pourtant, en quelques années, il va tripler le budget du pays en taxant les plus riches, rappelle Pierre Larrouiturou.



par Pierre Larrouiturou, candidat du Nouveau Front populaire dans la cinquième circonscription de l'Essonne.

Publié le 28 juin 2024 à 8h45

«Roosevelt est fou. Roosevelt est un communiste qui va tuer les Etats-Unis !» En entendant toutes les critiques qui s'abattent aujourd'hui sur le programme économique du Nouveau Front populaire, comment ne pas repenser à la violence qu'affronte Roosevelt quand il arrive au pouvoir en 1933 ? Il passe aujourd'hui pour un homme consensuel, mais de 1933 à 1941, il est détesté par les banquiers et les milieux d'affaires. Vraiment détesté. Ils ont tout fait pour le faire tomber !

En quelques années, pour lutter contre la récession, relancer l'emploi et assurer un revenu correct pour tous, Roosevelt va tripler le budget du pays. Il crée des impôts sur les plus riches et sur les bénéfices des grandes entreprises qui, après quelques années de déficit, vont permettre d'équilibrer le budget.

«Roosevelt va tuer les Etats-Unis», affirmaient les banquiers. Non, Roosevelt n'a pas tué les Etats-Unis. Au contraire ! Au moment où, en Europe, des politiques trop restrictives ont conduit à une crise sociale très grave qui a aidé les nazis à arriver au pouvoir, l'électrochoc Roosevelt a sauvé la cohésion sociale et la démocratie.

Les bénéfices n'ont jamais été aussi peu taxés

Comment financer aujourd'hui un projet de justice sociale sans taxer monsieur et madame Tout-le-Monde ? En 2005, déjà, Jacques Delors affirmait qu'il fallait rompre avec le dumping fiscal européen : en quarante ans, le taux moyen de l'impôt sur les bénéfices en Europe s'est effondré, passant de 50 % à 19 % seulement (Eurostat) alors qu'aux Etats-Unis, de Roosevelt à Trump, il n'est jamais tombé en dessous de 38 % ! Il n'y a jamais eu autant de bénéfices mais on ne les a jamais aussi peu taxés.

Aucun pays, tout seul, ne peut augmenter son impôt sur les bénéfices de 10 ou 15 %, mais pourquoi ne pas créer un impôt européen sur les bénéfices des grandes entreprises qui rapporterait plusieurs dizaines de milliards par an ? Les entreprises en difficulté doivent être aidées, mais les entreprises qui font des milliards de bénéfices doivent contribuer aux politiques de bien commun.

Pour dégager de nouveaux moyens pour la santé, le climat et l'emploi, il est urgent aussi de créer une taxe sur les transactions financières. La petite taxe de 0,1 % que demande l'ensemble du Parlement européen rapporterait chaque année 57 milliards. Comme député européen sortant, rapporteur général du budget de l'UE 2021, je peux témoigner que la France est le seul pays qui bloque actuellement sur ce sujet...

Bonne nouvelle ! Si le 7 juillet notre peuple décide de confier la responsabilité du pouvoir au Nouveau Front populaire, nous pourrons, dès cet été, organiser un sommet européen extraordinaire pour avancer sur ces deux questions clés.

Le Royaume-Uni et la France

Dès cet été, il est possible aussi de relancer la négociation initiée par Joe Biden pour fixer un taux minimum d'impôt sur les sociétés et lutter contre le dumping fiscal au niveau mondial. Le Royaume-Uni et la France sont les deux pays qui ont le plus freiné cette négociation : «Rishi Sunak et Emmanuel Macron ont tout fait pour que le taux minimum ne dépasse pas les 15 % et pour bloquer tous ceux qui voulaient réguler ou taxer les marchés financiers», regrettait récemment une proche d'Ursula von der Leyen. Mais la gauche va gagner les élections au Royaume-Uni le 4 juillet. Si le Front populaire gagne aussi le 7 juillet, on peut relancer la négociation au niveau international, au bénéfice des finances publiques de tous les Etats de la planète. Gabriel Zucman estime que s'accorder sur un taux minimum de 21 % comme le proposait Biden, permettrait de dégager chaque année 63 milliards d'euros de ressources supplémentaires pour l'ensemble des Etats européens.

Dès cet été, on peut décider de créer une allocation d'autonomie pour tous les jeunes entre 18 et 25 ans comme celle qui existe au Danemark et leur permet de faire des

études sans dépendre de leurs parents et sans être obligés d'accumuler des petits boulots. Dès cet été, il est possible de taxer les superprofits des banquiers et des pétroliers comme l'a fait le Premier ministre Pedro Sánchez en Espagne pour financer la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. Ce qui a permis d'améliorer le pouvoir d'achat de tous les Espagnols.

Dès cet été, il est possible aussi de voter une loi semblable à la loi votée en Espagne en décembre 2004 qui a permis de faire reculer très nettement les violences sexistes et sexuelles.

Chacun de nous a droit au bonheur

Dès cet été, il est possible de taxer les rachats d'actions, comme l'a fait Biden en août 2021 pour financer une politique industrielle ambitieuse. Il est possible aussi d'investir 50 milliards chaque année pour le climat et la biodiversité en utilisant autrement les 3 000 milliards d'euros créés depuis 2015 par la Banque centrale européenne. Rien qu'en France, on pourrait créer 900 000 emplois si on se décide à mettre en œuvre enfin une vraie politique de lutte contre le dérèglement climatique. Et le gain en pouvoir d'achat serait appréciable : «J'ai gagné 800 euros par an sur mes dépenses de chauffage», m'expliquait récemment un père de famille dont le HLM a bénéficié récemment d'une rénovation thermique.

Face à l'effondrement macroniste et au danger de l'extrême droite, j'ai décidé de m'engager pleinement avec le Nouveau Front populaire. Certes, certains points de son programme méritent d'être clarifiés (l'augmentation du smic ne peut pas se faire en une seule fois), mais quand on le compare au bilan d'Emmanuel Macron et au programme de l'extrême droite (quelqu'un a vu un programme stabilisé ?), le choix me semble évident.

C'est tout l'enjeu des législatives : refuser de nous laisser dominer par la peur et la recherche de boucs émissaires, et réaffirmer que chacun de nous a droit au bonheur. Malgré toutes les difficultés, décider tous ensemble de nous retrousser les manches pour construire une société plus juste, plus durable et plus conviviale. Elle est à notre portée.